



Première conférence – du 27 au 29 mars 2019

**Conseil des ministres :
Tensions commerciales entre États-Unis &
Union Européenne**

**Lignes d’actions et avis européen dans le cadre d’un
conflit commercial avec les États-Unis d’Amérique.**

Présidence:

Nicolas CATALA

Tancrede THOMA

**

SOMMAIRE

1. Résumé
 - A . Situation
 - B. Conflit
 - C. Accords
2. Objectifs économique et politique
3. Dangers et solutions
 - A. Impacts négatifs
 - B. Solutions possibles

**

1) RÉSUMÉ

A - SITUATION

Les États-Unis et l'Union Européenne sont deux puissances économiques qui se font ressentir dans le monde entier. Chaque décision de ces deux géants a donc un impact sur une grande partie du monde, du fait que la relation commerciale entre les États-Unis et l'Union Européenne est la plus importante du globe : en 2017, 632 milliards d'€ ont été échangés entre les deux puissances. Le total de l'investissement américain dans l'Union Européenne est trois fois plus grand que l'investissement américain dans tout le continent asiatique, et l'investissement européen aux États-Unis est environ huit fois supérieur à l'investissement européen en Inde et en Chine réunis, ce qui montre l'importance de leur collaboration mutuelle.

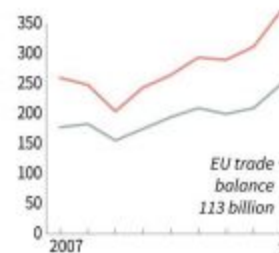
L'Union Européenne exporte plus aux États-Unis qu'elle importe : en 2017, les exportations de l'Union Européenne aux États-Unis valaient 375,8 milliards d'€, tandis que les importations valaient 256,2 milliards d'€. Cela fait que l'Union Européenne a un excédent commercial de 119,6 milliards d'€. Les économies de ces deux puissances comptent pour environ la moitié du PIB total mondial et presque un tiers des flux de marchandises. Il est donc évident qu'une bonne relation commerciale entre l'Europe et les États-Unis est nécessaire pour les économies des pays en question. C'est pourquoi les deux partis ont essayé de se rapprocher encore plus à travers des accords bilatéraux, comme le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP), dont l'un des objectifs était la croissance économique grâce à la coopération entre l'Europe et les États-Unis. Mais, les négociations ont été arrêtées par Donald Trump lorsqu'il est arrivé au pouvoir, contre les intentions de son prédécesseur, qui étaient de baisser les tarifs.

Il est aussi important de savoir que l'Union Européenne et les États-Unis font tous deux partie de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui impose des règles à ses membres, comme par exemple une obligation de traiter les biens locaux et étrangers de la même manière. Mais, le président américain actuel, avec sa politique de mettre son pays avant toute autre chose, ne ressent

EU-US trade

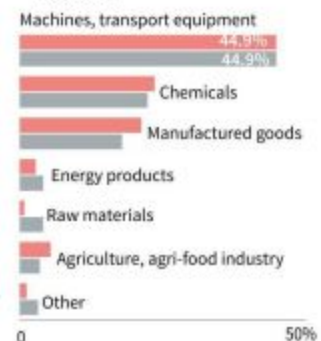
► Since 2007

■ EU exports
■ EU imports
Billions of euros



► Categories (2016)

% of the total



► Trade with the US

In %

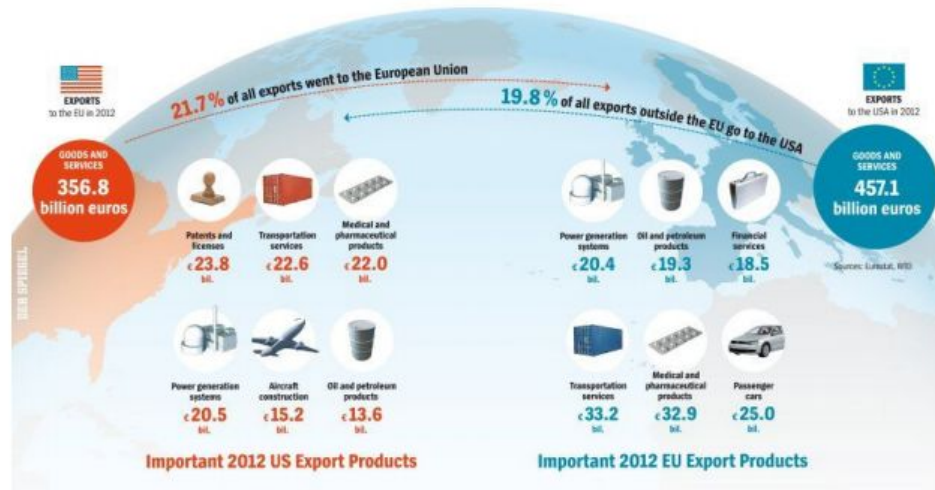


Sources: European Commission, Eurostat

© AFP

aucune affection pour les organisations internationales qui posent des restrictions sur son pays :

l'OMC est l'une d'entre elle, et M. Trump a affirmé son intention de s'en aller de cette organisation. Les règles imposées par l'OMC et leur respect ne sont donc pas ce qui le préoccupe.



**

B - CONFLIT

Le premier juin 2018, le gouvernement des États-Unis impose des tarifs sur certains produits venant d'Europe : l'acier est désormais soumis à des tarifs de 25%, et l'aluminium à des tarifs 10%. De plus, le président américain menace de mettre des tarifs sur les importations européennes du secteur automobile si Bruxelles décide de riposter. Malgré les menaces, l'Union Européenne répond le 22 juin 2018 avec des tarifs de 25% sur plusieurs produits américains, comme les motos, en particulier celles de la marque Harley-Davidson, le Whiskey, le tabac et d'autres produits fréquemment importés des États-Unis.

**

C - Accord

Le 26 juillet 2018, Jean-Claude Juncker et Donald Trump se réunissent pour discuter l'affaire.

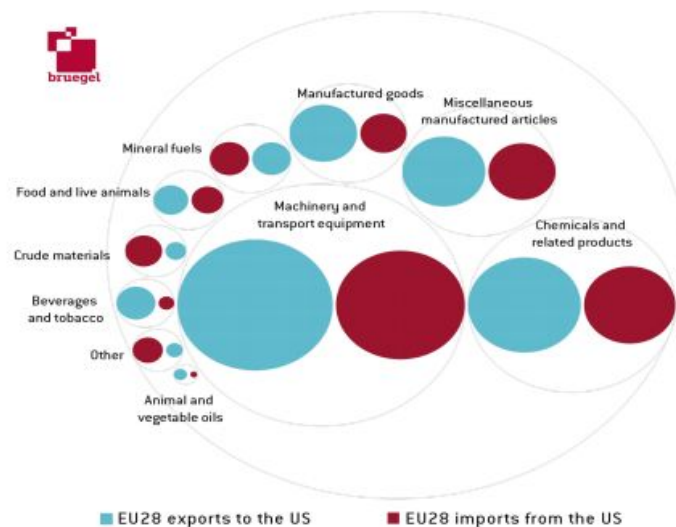
Suite à des négociations, ils annoncent une “nouvelle phase” pour les relations entre l’UE et les USA, et affirment leur intention d’avancer vers des relations commerciales sans tarifs douaniers ni barrières. Malgré cela, les tarifs sur l’acier et l’aluminium restent toujours en vigueur, et le gouvernement américain ne semble pas avoir l’intention de les retirer.

Mais, cette réunion a permis d’éviter une véritable guerre commerciale, les deux partis s’étant mis d’accord pour ne pas mettre en place des barrières commerciales additionnelles. Les relations commerciales entre l’UE et les USA continueront donc, malgré leur précarité. Les gouvernements essaient d’aller vers une relation qui serait bénéficiaire pour les deux côtés, en dépit de la politique protectionniste de M. Trump.



II. OBJECTIFS ÉCONOMIQUE ET POLITIQUES

Les objectifs de cette commission sont principalement économiques. En effet, comme le montre le premier document, les États-Unis d’Amérique et l’Union Européenne sont deux mastodontes du commerce international et leurs échanges sont comptés en plusieurs centaines de milliards d’euros. Nous pouvons également souligner une certaine co dépendance entre les deux partis impliqués dans ce conflit. Ainsi, l’Union Européenne est excédentaire dans ses échanges avec les États-Unis ce qui fait de ce dernier un partenaire de choix pour l’Europe.



L’objectif économique principal de cette commission est donc d’éviter une surenchère interminable de la hausse des tarifs douaniers qui pourrait mettre fin aux ambitions des entreprises européennes qui voudraient s’implanter aux États-Unis. L’objectif étant de préserver les intérêts des entreprises européennes déjà présentes sur le marché américain pour éviter leur exclusion de ce marché. C’est

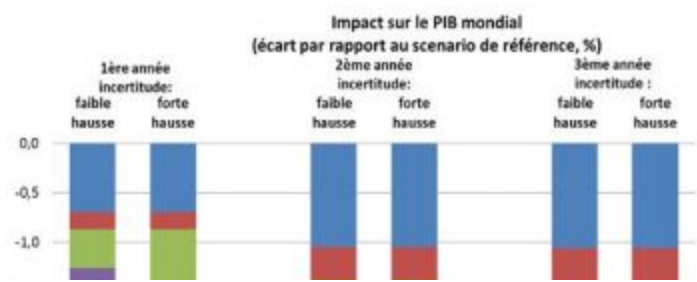
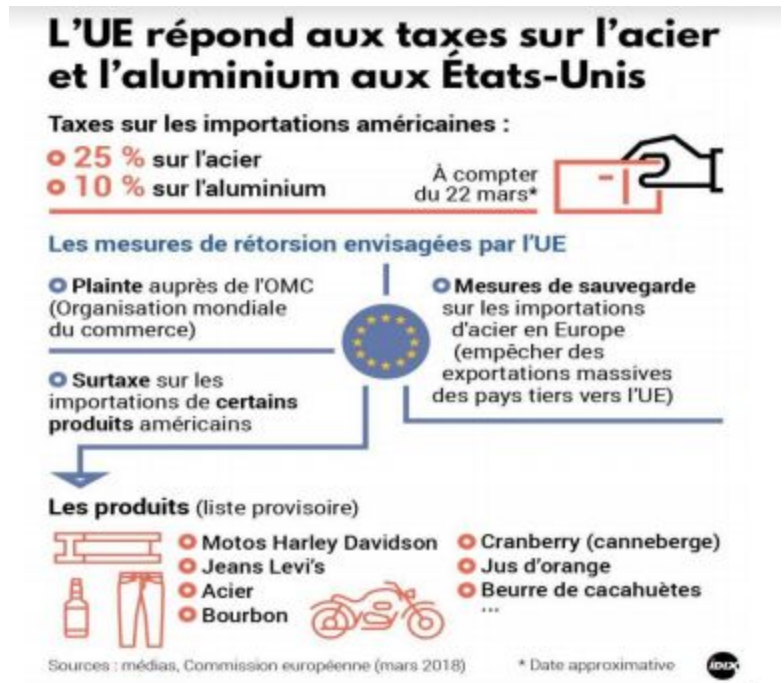
par exemple le cas du secteur automobile que M.Trump a menacé de taxer davantage. Il est donc dans l'intérêt de l'Europe de protéger ses entreprises en trouvant un terrain d'entente avec les États-Unis. Il s'agit d'un défi majeur pour l'Europe, car comme nous pouvons le voir dans le document ci-dessus, le secteur qui serait le plus touché par une mauvaise gestion du conflit est celui de l'industrie de pointe comme le secteur automobile, aéronautique, ferroviaire...

Or ce secteur est générateur de croissance et d'emploi pour des pays Européens comme l'Allemagne, la France ou encore l'Italie. L'agriculture est un point qu'il faudra également prendre en compte de par son importance dans ce conflit. En effet, l'un des principaux objectifs de M.Trump est celui de protéger ses agriculteurs, notamment dans le secteur du soja où les États-Unis est primordial.

Cependant, les directives européennes empêchent l'importation de certains produits américains pour des raisons sanitaires, environnementales ou encore culturelles: *«Nous avons des normes sanitaires,*

alimentaires et environnementales élevées auxquelles nous sommes attachés» affirme Bruno Le Maire (ministre de l'économie). En ce qui concerne l'agriculture, les États-Unis ne peuvent pas exporter un Europe différents produits agricoles comme le boeuf aux hormones mais aussi le soja. Il faudra donc que les États Européens s'uniformisent pour faire face au géant américain en respectant les règles imposées par la commission européenne et en se solidarisant entre eux pour exercer des sanctions aux États-Unis ou au contraire pour appliquer un traité de libre échange entre l'UE et les USA. Un véritable conflit entre l'Europe libérale et libre échangiste et les États-Unis protectionnistes doit être évité malgré des idéologies différentes face au commerce et à la mondialisation. C'est pourquoi, malgré des idées différentes, les Européens devront exercer un rapport de force envers les États-Unis pour pouvoir répondre à leurs intérêts, ils pourront effectuer une politique plus agressive en sanctionnant lourdement les États-Unis et ainsi atteindre une entente et un accord dans l'intérêt de l'Union Européenne.

Cependant, l'Europe et les États-Unis sont interdépendants comme nous l'avons vu précédemment, il n'est donc pas forcément dans l'intérêt de l'UE de noyer les États-Unis dans des



sanctions commerciales sur des secteurs qui leur sont stratégiques car ces derniers pourraient riposter sur des secteurs stratégiques européens. De plus, puisque l'Union Européenne exporte plus vers les États-Unis que inversement, l'UE a plus à perdre que son rival.

Nous pouvons donc mettre en valeur une relation plus cordiale qui implique plus de compromis européens mais qui évite certainement une dégradation diplomatique et surtout une perte de croissance et une baisse des échanges commerciaux à l'international. Les États-Unis restent après tout des alliés de l'Europe, malgré les idéologies au pouvoir en ce moment.

**

III. DANGER ET SOLUTIONS

A. IMPACTS NÉGATIFS

Une guerre commerciale avec son partenaire le plus important pourrait être dévastatrice pour l'économie de l'Union Européenne. En effet, elle perdrait son principal acheteur mais aussi un de ses vendeurs principaux. Il est donc primordial de ne pas donner une raison aux États-Unis de se sentir attaqué, pour garder une relation commerciale bénéfique, bien que tendue. Un des plus grands dangers de cette guerre commerciale potentielle est un ralentissement économique, voire une crise, pour toute l'Europe, dont les exportations sont majoritairement destinées vers l'autre côté de l'Atlantique. Il est donc nécessaire de maintenir des relations commerciales stables, qui bénéficient aux deux partis. Auparavant, avant l'arrivée au pouvoir de M. Trump, l'Union Européenne pouvait compter sur l'appui des États-Unis dans tous les secteurs, notamment le secteur économique, car le prédécesseur de M. Trump acceptait certaines réglementations imposées par des institutions supranationales, comme l'OMC. Le nouveau président n'est pas intimidé par les conséquences que le non-respect des règles pourrait avoir, ce qui n'est possible que grâce à la puissance de l'économie américaine : les punir avec des sanctions ne serait viable pour aucun pays, étant donné qu'il est très probable que les États-Unis répondent avec des sanctions ou des tarifs, qui impacterait négativement un grand nombre de pays facilement. De plus, la majorité des pays en dehors de l'Union Européenne n'a pas l'importance économique nécessaire pour faire face aux États-Unis Il est donc difficile, voire impossible, pour l'Union Européenne de faire recours à des institutions internationales ou d'autres pays si une guerre commerciale éclate.

**

B. SOLUTIONS POSSIBLES

1. RÉPONDRE

Malgré l'accord signé entre les États-Unis et l'Union Européenne, les relations entre les deux partis restent tendues, les chefs européens ayant perdu confiance en leur partenaire commercial. L'Europe s'interroge donc sur son prochain pas : faut-il calmer la situation ou commencer une guerre commerciale contre son allié ? Peu après la mise en place des tarifs américains, l'opinion publique disait qu'une guerre commerciale commencerait et que l'Union Européenne devait riposter avec des tarifs malgré la menace du président américain, ce que l'Europe fit. Une guerre commerciale semblait donc imminente, et comme toutes les guerres, les deux belligérants sortiraient comme perdants. Une guerre commerciale, dans l'immédiat, aurait pu servir pour compenser le revenu perdu à cause des tarifs. Mais, une mise en place de tarifs consécutifs ferait que les deux côtés perdent énormément d'argent, et qu'ils perdent totalement confiance en l'un l'autre, ce qui mènerait à une instabilité diplomatique. La stabilité économique et politique dépend donc des choix que font la Commission Européenne et la Maison Blanche.

2. ARRÊTER LES TENSIONS

L'Union Européenne peut également opter pour la solutions de ce de ce conflit en acceptant de se soumettre aux conditions de M. Trump. Cela permettrait un arrêt immédiat du conflit contre les États-Unis et une place de choix dans les relations diplomatiques pour l'Union Européenne. Les relations internationales seraient moins houleuses et plus amicales entre les états Européens et les États-Unis. Toutefois, une soumission aux États-Unis comporte des effets négatifs. Ainsi, l'Union Européenne n'est pas avantagée par ces accords potentiels et on peut imaginer une Europe qui devient déficitaire avec les États-Unis. De plus, inutile de pointer le potentiel affaiblissement Européen au regard du reste du monde. L'environnement peut également se voir touché car M. Trump n'a aucune considération pour le réchauffement climatique. Des accords commerciaux dictés par les États-Unis pourraient privilégier le profit à notre écosystème.